

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Les grands systèmes urbains au Canada : des moteurs de croissance (partie I)

Beaucoup de similitudes, quelques singularités

Les villes jouent un rôle essentiel dans la croissance et le développement économique en offrant des services spécialisés et en permettant des liens de complémentarité entre les agents économiques. Ce sont des moteurs de la croissance. Elles sont autant de creusets où se rencontrent des besoins et des réponses à ceux-ci. Grâce à la diversité des agents économiques, les occasions de maillages sont multipliées et les solutions à des problèmes sont élaborées.

Le Canada comptait 64 systèmes urbains de l'ordre de 50 000 habitants et plus selon le Recensement de 2016, le plus récent dont nous avons les résultats à ce jour. On y observe que l'importance relative est sensiblement la même pour les emplois dans les secteurs d'activité et les occupations professionnelles liés au commerce, à la santé, à l'enseignement, aux loisirs, à l'hébergement et à la restauration, et ce, quelles que soient la taille et la localisation des systèmes urbains et peu importe qu'ils aient ou non le caractère de métropole ou le statut de capitale. En fait, sauf quelques rares exceptions, les services à la population se sont partout établis au même degré et ils occupent une part très significative de la population active. Des différences notables dans les structures d'emploi des différents systèmes urbains apparaissent cependant dans des secteurs et des occupations en lien direct ou indirect avec la production de biens, soit notamment les ressources naturelles, la construction et la fabrication. Ils font ressortir l'importance de la fabrication dans les systèmes urbains québécois et ontarien, le poids de l'agriculture et des ressources naturelles et de la construction dans les provinces des Prairies et en Colombie-Britannique. Les différences observées représentent à la fois des atouts à exploiter et des défis à relever.

Le cadre de référence

La présente étude s'intéresse aux dimensions économiques des villes. Ce sont celles qui comptent 50 000 habitants et plus qui seront retenues aux fins de l'analyse et pour établir les comparaisons. Sous l'angle économique, la dimension des villes déborde généralement les frontières municipales (on parle ici d'économies urbaines intégrées). Ainsi, les relations employés-employeurs et clients-fournisseurs relient les agents économiques de la municipalité à ceux des municipalités, des villages et des zones rurales limitrophes. Pour cette raison, il apparaît logique de considérer Montréal, Laval, Terrebonne et Longueuil, ou Québec et Lévis, ou, encore, Gatineau et Ottawa comme autant d'économies urbaines intégrées. La question du dynamisme économique des villes canadiennes doit donc être envisagée sous l'angle de systèmes urbains pouvant inclure plus d'une municipalité.

L'analyse sera faite par la loupe du marché du travail. Pour ce faire, les recensements de Statistique Canada fournissent des

données sur cet aspect important de l'économie. Ces données indiquent comment la population active (travailleurs et chercheurs d'emploi) d'une Région métropolitaine de recensement (RMR) ou d'une Agglomération de recensement (AR) se répartit entre les 20 grands secteurs d'activité économique du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et entre les dix grands groupes de métiers et professions de la Classification nationale des professions (CNP) (encadré 1 à la page 2).

L'emploi peut servir à répondre aux besoins locaux ou à desservir une clientèle située à l'extérieur du système urbain. Cela joue sur le potentiel de développement du système urbain dans la mesure où les marchés externes offrent davantage de possibilités de croissance que la réponse aux besoins locaux. Les deux classifications (SCIAN et CNP) permettent de distinguer entre des catégories de production ou d'occupation selon leur capacité d'aider à l'innovation et à l'accroissement de la productivité.

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Joëlle Noreau, économiste principale

Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2021, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

ENCADRÉ 1**La classification des emplois dans le Recensement de 2016****Selon le secteur économique (SCIAN)**

- ▶ Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- ▶ Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
- ▶ Services d'utilité publique (gaz, eau, électricité)
- ▶ Construction
- ▶ Fabrication
- ▶ Commerce de gros
- ▶ Commerce de détail
- ▶ Transport et entreposage
- ▶ Information et industrie culturelle
- ▶ Finance et assurances
- ▶ Services immobiliers et services de location et de location à bail
- ▶ Services professionnels, scientifiques et techniques
- ▶ Gestion de sociétés et d'entreprises
- ▶ Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
- ▶ Services d'enseignement
- ▶ Soins de santé et assistance sociale
- ▶ Arts, spectacles et loisirs
- ▶ Services d'hébergement et de restauration
- ▶ Autres services (sauf les administrations publiques)
- ▶ Administrations publiques

Selon la nature de l'emploi (CNP)

- ▶ Gestion
- ▶ Affaires, finance et administration
- ▶ Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés
- ▶ Secteur de la santé
- ▶ Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux
- ▶ Arts, culture, sports et loisirs
- ▶ Vente et services
- ▶ Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés
- ▶ Ressources naturelles, agriculture et production connexe
- ▶ Fabrication et services d'utilité publique

Ces classifications ont leurs limites : certaines catégories sont trop larges et ne permettent pas de faire toutes les nuances souhaitées. Par exemple, la catégorie hébergement et restauration dans sa portion hébergement répond aux besoins d'une clientèle extérieure, alors que c'est le contraire pour la restauration. De plus, le SCIAN et la CNP ne permettent pas de comparaisons valables quant à la valeur de la production des différents systèmes urbains puisque la productivité varie d'un secteur d'activité à l'autre.

Néanmoins, les deux systèmes de classification des emplois présentent un intérêt. La classification par secteur (SCIAN) permet d'isoler les secteurs les plus susceptibles d'agir comme des moteurs économiques grâce à leur potentiel d'innovation et d'exportation à l'extérieur du système urbain (encadré 2 à la page 3). De son côté, la CNP peut fournir des indications utiles quant aux compétences professionnelles sur lesquelles peuvent s'appuyer les systèmes urbains pour améliorer leur performance en matière de productivité, d'innovation et d'exportation

ENCADRÉ 2
Secteurs les plus susceptibles d'agir comme des moteurs économiques (SCIAN)

- ▶ Agriculture, foresterie
- ▶ Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
- ▶ Fabrication
- ▶ Finance et assurances
- ▶ Services professionnels, scientifiques et techniques
- ▶ Gestion de sociétés et d'entreprises

SCIAN : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
Source : Desjardins, Études économiques

(encadré 3). Dans cette étude, la priorité est accordée à la classification par secteurs industriels : son lien est plus direct avec les structures économiques et elle est plus précise. Les données de la CNP viennent corroborer, le cas échéant, les résultats observés par le SCIAN.

Les grands systèmes urbains au Québec et au Canada

Au moment du Recensement de 2016, il y avait au Canada 61 RMR et AR de plus de 50 000 habitants, dont 10 au Québec. À cette liste, nous avons ajouté Joliette (49 439 hab.), Victoriaville (49 151 hab.) et Leamington en Ontario (49 147 hab.) étant donné leur grande proximité avec le seuil arbitraire de 50 000 habitants retenu pour l'étude. L'analyse porte donc sur 64 systèmes urbains, dont 12 québécois (tableau 11 à l'annexe 1 à la page 15). La RMR d'Ottawa-Gatineau n'a pas été comptabilisée dans le nombre de systèmes urbains du Québec et de l'Ontario étant donné qu'elle chevauche les deux provinces. Cette RMR a cependant été incluse dans les analyses touchant les systèmes urbains de statut et de taille comparables.

Le tableau 1 permet de constater que la concentration de la population en zone urbaine diffère au Canada selon la province. Ainsi, plus des trois quarts de la population québécoise habitent dans un grand système urbain tel que défini dans la présente étude. À cet égard, la situation du Québec se situe à mi-chemin entre celles de la Colombie-Britannique (80,0 %) et des provinces des Prairies (70,0 %). L'Ontario compte la plus forte proportion avec près de 86 % de sa population habitant dans un grand système urbain si on inclut la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau. À l'opposé, la moitié seulement de la population des provinces de l'Atlantique vit dans un tel milieu de grande urbanisation. En somme, à l'exception de la Colombie-Britannique, le pourcentage de la population vivant dans les grandes villes croît avec la taille de l'entité provinciale

ENCADRÉ 3
Compétences professionnelles sur lesquelles peuvent s'appuyer les systèmes urbains pour améliorer leur performance en matière de productivité, d'innovation et d'exportation (CNP)

- ▶ Sciences naturelles et appliquées et les domaines apparentés
 - Les compétences en science et génie augmentent le potentiel d'innovation. Elles reflètent le potentiel de développement de l'économie.
- ▶ Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés
 - Les métiers techniques sont nécessaires pour la construction, la production et la distribution. Ils reflètent le potentiel de croissance de l'économie.
- ▶ Ressources naturelles, agriculture et production connexe
 - Les métiers et professions touchant les ressources permettent de tirer parti de la dotation naturelle du territoire.

CNP : Classification nationale des professions
Source : Desjardins, Études économiques

TABLEAU 1
Les grands systèmes urbains au Canada en 2016

	POPULATION EN 2016		CROISSANCE
	Nombre	%	2016/2011
Le Québec	8 164 361	100,0	3,3
Grands systèmes urbains (incluant Gatineau)	5 877 128	76,1	4,1
L'Ontario	13 448 494	100,0	4,6
Grands systèmes urbains (incluant Ottawa)	10 558 781	85,9	4,9
Les Prairies	6 443 892	100,0	9,5
Grands systèmes urbains	4 512 923	70,0	12,1
La Colombie-Britannique	4 648 055	100,0	5,6
Grands systèmes urbains	3 718 973	80,0	6,4
L'Atlantique	2 333 122	100,0	0,2
Grands systèmes urbains	1 150 164	49,3	2,6

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 2
Répartition des grands systèmes urbains selon le nombre d'habitants en 2016

PROVINCES	POPULATION (MILLION)	>1 MILLION	>100 000 <1 MILLION	>50 000 <100 000	TOTAL*
Québec	8,2	1	4	7	12
Ontario	13,4	1	15	7	23
Prairies	6,4	2	5	4	11
Colombie-Britannique	4,6	1	6	3	10
Atlantique	2,3	0	5	2	7

* Excluant la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau puisqu'elle chevauche deux provinces.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

en cause. Cette singularité de la province du Pacifique pourrait s'expliquer en partie par son relief très accidenté, qui incite à la concentration de la population dans les zones les plus habitables¹.

Le tableau 1 à la page 3 révèle également que la croissance de la population au Canada a été plus rapide dans l'Ouest, tant dans la population totale que dans les grands systèmes urbains, de 2011 à 2016. Cela surprend peu. En effet, le boom des activités d'exploration et d'exploitation du pétrole et du gaz naturel a été très créateur d'emplois en plus d'être un puissant incitatif à s'établir là-bas. Le prochain portrait qui sera dressé avec les données du Recensement de 2021 pourrait présenter une dynamique différente.

En considérant le nombre de systèmes urbains de plus de 50 000 habitants dans chaque entité régionale (tableau 2), on constate que l'Ontario se distingue avec 23 de ces systèmes, soit presque le double du Québec, qui en compte 12. Si l'on tient compte de la taille de la population de l'entité provinciale, ce sont cependant les provinces de l'Atlantique qui remportent la palme puisqu'elles comptent sept grands systèmes urbains malgré une population totale de seulement 2,3 millions d'habitants. Les provinces des Prairies se distinguent aussi en ayant deux grands centres de plus d'un million d'habitants, soit Calgary et Edmonton. Ces deux systèmes urbains ne comptent cependant que 1,4 et 1,3 million d'habitants et sont donc assez loin derrière Toronto (5,9 millions), Montréal (4,1 millions) et Vancouver (2,4 millions).

Par ailleurs, le tableau 2 montre aussi qu'environ les deux tiers des grands systèmes urbains se situent dans les catégories de population supérieure à 100 000 habitants, sauf au Québec.

Dans ce cas, ce sont plutôt les grands systèmes urbains dont la population est inférieure à 100 000 habitants qui sont majoritaires. Par ailleurs, selon les données plus détaillées apparaissant au tableau 11 (annexe 1 à la page 15), Montréal représente la moitié (50,2 %) de la population du Québec, alors que pour Toronto, le rapport équivalent est de 44,1 % seulement. Dans les Prairies et dans les provinces de l'Atlantique, la part de la population habitant dans les plus grands systèmes urbains (Calgary et Halifax) est encore plus faible (21,6 % et 17,3 %). Seule Vancouver (53,0 %) présente une plus grande concentration de la population provinciale que Montréal, mais ce déséquilibre y est compensé par le grand nombre (six) des autres systèmes urbains de plus de 100 000 habitants. En fait, même si les différences entre les cinq groupements provinciaux demeurent limitées, il faut constater que c'est au Québec que le tableau demeure le plus polarisé entre une métropole très peuplée et des systèmes urbains qui peinent à franchir le cap des 100 000 habitants.

La structure économique des grands systèmes urbains

La croissance économique et la taille des grands systèmes urbains sont des données importantes et intéressantes, mais l'apport des villes au développement économique des provinces ne peut être évalué que par ces paramètres. La structure économique de ces systèmes révèle tout autant, sinon davantage leur potentiel de croissance. Il a paru intéressant d'aller voir s'il existait des similarités ou des différences entre des agglomérations très distinctes par leur taille ou par leur statut au sein de leur province ou bloc régional respectif. À cet effet, des comparaisons ont été établies en regroupant les systèmes urbains en quatre grandes catégories : les métropoles, les capitales, les grands centres urbains et les pôles régionaux. Ces catégories ont été bâties à des fins d'analyse et ne relèvent pas d'une nomenclature établie. Brièvement, les métropoles satisfont au double critère d'être les systèmes les plus peuplés de leur province et de dénombrer plus d'un million d'habitants. Les capitales sont présentées comme formant une catégorie particulière étant donné la forte présence de l'administration publique sur leur territoire. Les grands centres urbains accueillent plus de 100 000 habitants, mais ne sont pas des métropoles. Quant aux pôles régionaux, ils ont une population qui se situe entre 50 000 et 100 000 habitants.

¹ Par ailleurs, on peut penser qu'à cela s'ajoute la protection du territoire agricole dès les années 1970. « La réserve de terres agricoles a été créée en Colombie-Britannique dans les années 1970 afin de protéger de l'aménagement les terres agricoles de grande qualité (Agricultural Land Commission de la Colombie-Britannique, 2014). (Ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario, 2017; Agricultural Land Commission de la Colombie-Britannique, 2018) ». Source : Jenni WANG et Hugo LAROCQUE, « [Variation à long terme de la densité de la population, Toronto et Vancouver, 1971 à 2016](#) », Statistique Canada, 11 février 2019.

ENCADRÉ 4
Les quatre catégories d'analyse des grands centres urbains
Les métropoles

► Dans la présente étude, le terme « métropole » désigne les systèmes urbains qui répondent à deux critères, soit d'abord d'être le système urbain le plus peuplé de leur province respective, et ensuite d'avoir une taille, c'est-à-dire plus d'un million d'habitants, qui leur assure un rayonnement qui déborde leur région immédiate et même leur province. Ce double critère fait que, malgré qu'elle compte 1,3 million d'habitants, Edmonton est supplantée par Calgary (1,4 million hab.) au titre de métropole albertaine. De même, Winnipeg (0,8 million hab.) et Halifax (0,4 million hab.) ne sont pas considérées comme métropoles, malgré qu'elles soient les centres urbains les plus peuplés de leur province respective.

Les grands centres urbains

► Dans la présente étude, les « grands centres urbains » représentent les systèmes urbains qui malgré l'importance de leur population, soit plus de 100 000 personnes, n'ont pas le statut de métropole.

Sauf pour les capitales, ces appellations sont arbitraires et elles visent tout simplement à caractériser sommairement les quatre groupes de grands systèmes urbains retenus pour l'analyse.

Source : Desjardins, Études économiques

Les capitales

► Ottawa-Gatineau, Québec et les autres capitales provinciales font l'objet d'une analyse particulière étant donné que la forte présence de l'administration publique sur leur territoire fait en sorte qu'elles constituent une catégorie à part. Les capitales provinciales sont également analysées, selon le cas, en tant que centres urbains ou pôles régionaux.

Les pôles régionaux

► L'appellation de « pôles régionaux » a été retenue pour les systèmes urbains dont la taille comprise entre 50 000 et 100 000 habitants leur permet de s'imposer à l'échelle de leurs régions respectives comme pôle de croissance et de développement économique.

L'encadré 4 permet d'avoir une description plus étoffée de chacune des catégories.

La dynamique des métropoles à travers le Canada

La répartition des emplois par secteurs industriels (tableau 3 à la page 6) met en lumière certaines différences entre les quatre métropoles canadiennes. C'est le cas de la forte spécialisation de Calgary (6,2 %) dans le secteur de l'exploitation minière, pétrolière et gazière. En comparaison, ce secteur est quasi inexistant à Toronto, à Montréal et à Vancouver. Calgary se distingue également dans le secteur de la construction alors que la main-d'œuvre y est nettement plus présente qu'à Toronto et à Montréal. Enfin, toujours à Calgary, la part de la main-d'œuvre mobilisée par l'industrie de l'information et l'industrie culturelle (1,9 %) est sensiblement plus faible que dans les trois autres métropoles (3,3 % et plus).

Le seul secteur où Montréal se distingue quelque peu est celui de la fabrication où 9,8 % de sa main-d'œuvre est active, soit une proportion supérieure à Toronto (8,8 %) et près du double de celle de Calgary (5,1 %). Pour sa part, Toronto tire son épingle du jeu dans le secteur de la finance et des assurances où œuvre 7,7 % de la population active, comparativement à 4,8 % ou moins dans les autres métropoles.

En ce qui a trait à la répartition des occupations professionnelles dans les métropoles (tableau 4 à la page 6), les principales différences opposent les deux plus grandes, Toronto et Montréal, et la plus petite, soit Calgary. De façon générale, Vancouver tend à se rapprocher davantage de Toronto et de Montréal que de la métropole des Prairies.

En fait, tout comme dans le tableau 3 à la page 6, le seul domaine où Vancouver arrive en tête est celui des arts et de la culture (4,6 % de la main-d'œuvre). Calgary se distingue par l'importance des métiers et professions dans la catégorie des sciences naturelles et appliquées (10,7 % des emplois) ainsi que dans celle des métiers, des transports et de la machinerie (14,0 %), ce qui étonne peu, compte tenu de ce qui a été énoncé précédemment. En outre, toute proportion gardée, Calgary crée deux fois plus d'emplois que Toronto et Montréal dans les métiers et les professions reliées aux ressources naturelles et à l'agriculture, ce qui est en lien avec les secteurs d'activité qui lui sont historiquement reconnus. Cependant, l'importance relative de ces emplois n'est que de 1,5 % du fait qu'il s'agit de secteurs hautement productifs. En contrepartie, Calgary (2,3 %) est distancée par Toronto (4,6 %) et Montréal (4,0 %) pour ce qui est de l'importance de la

TABLEAU 3
La structure industrielle dans les métropoles en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	TORONTO	MONTRÉAL	VANCOUVER	CALGARY
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,3	0,5	1,0	0,6
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,1	0,1	0,3	6,2
Services publics	0,5	0,7	0,5	1,1
Construction	5,9	5,1	7,3	9,2
Fabrication	8,8	9,8	6,2	5,1
Commerce de gros	4,4	4,5	4,1	3,6
Commerce de détail	10,5	11,8	11,1	10,8
Transport et entreposage	5,2	4,8	5,5	5,6
Information et industrie culturelle	3,3	3,3	3,7	1,9
Finance et assurances	7,7	4,7	4,8	3,6
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,6	1,8	2,6	2,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,5	8,7	9,8	10,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,3	0,1	0,2	0,5
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5,0	4,6	4,5	4,2
Services d'enseignement	7,1	7,5	7,4	6,1
Soins de santé et assistance sociale	8,9	11,9	10,2	10,5
Arts, spectacles et loisirs	2,0	2,2	2,3	2,2
Services d'hébergement et de restauration	6,3	6,4	8,2	6,8
Autres services (sauf les administrations publiques)	4,2	4,3	4,5	4,2
Administrations publiques	3,7	4,5	4,0	3,7
Sans objet*	2,8	2,8	1,8	2,0
Total	100,1	100,1	100,0	100,2

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 4
La nature des emplois dans les métropoles en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	TORONTO	MONTRÉAL	VANCOUVER	CALGARY
Gestion	11,7	10,4	11,6	11,1
Affaires, finance et administration	17,8	17,2	16,4	17,3
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	8,3	7,7	7,5	10,7
Secteur de la santé	5,4	6,6	6,2	6,4
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	11,1	11,8	11,0	10,0
Arts, culture, sports et loisirs	3,9	4,0	4,6	2,6
Vente et services	22,7	23,6	24,5	22,1
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	10,9	11,2	12,4	14,0
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	0,7	0,7	1,3	1,5
Fabrication et services d'utilité publique	4,6	4,0	2,9	2,3
Sans objet*	2,8	2,8	1,8	2,0
Total	99,9	100,0	100,2	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

main-d'œuvre spécialisée dans la fabrication et les services d'utilité publique.

En somme, l'examen de la répartition des emplois dans les quatre métropoles fait ressortir le caractère particulier de Calgary du fait de l'importance des activités reliées à l'agriculture et aux ressources pétrolières et gazières. Pour sa part, Toronto est dans une classe à part étant donné le poids qu'y prend le secteur de la finance et des assurances (plaque tournante du marché boursier canadien, sièges sociaux de nombre de grandes banques canadiennes et de sociétés d'assurances). Enfin, Montréal se distingue par un secteur de la fabrication plus présent que dans les autres métropoles.

Un aperçu sur les capitales

Le statut de capitale peut avoir des effets notables sur la structure économique d'un système urbain, notamment en accroissant sensiblement la part de la population active accaparée par l'administration publique. Dans la présente section, l'analyse jette un regard plus précis sur les 11 capitales fédérale et provinciales.

Pour faciliter la présentation des données, les tableaux 5 et 6 à la page 8 portent explicitement sur trois systèmes urbains associés à une capitale, soit Québec, Ottawa-Gatineau et Toronto. Cette dernière est mise en exergue afin de voir à quel point son caractère de grande métropole fait ombrage à celui de capitale provinciale. Les valeurs moyennes pour les huit autres capitales sont également présentées. Les données particulières pour chacune de ces autres capitales apparaissent à l'annexe 2, aux tableaux 12 et 13 aux pages 16, 17 et 18.

Première observation, les tableaux 5 et 6 indiquent que, dans l'ensemble, la répartition des emplois selon la structure industrielle ou selon l'occupation professionnelle est très semblable d'une capitale à l'autre.

Seules Toronto et Ottawa-Gatineau se distinguent vraiment des autres capitales. Ainsi, le secteur de l'administration publique est nettement plus important à Ottawa-Gatineau (21,0 % de la population active) que dans toutes les capitales provinciales. La différence est particulièrement prononcée avec Toronto (3,7 %). Cet exceptionnalisme de la capitale ontarienne résulte de ce que l'importance relative des activités liées à l'administration publique tend à diminuer avec la taille de la population. Ainsi, toutes les provinces, quelle que soit la taille de leur capitale, doivent disposer d'un parlement, de tribunaux et de ministères. En conséquence, dans des capitales relativement petites, telles Charlottetown et Fredericton, le secteur de l'administration publique est beaucoup plus visible que, par exemple, à Edmonton, à Winnipeg, à Québec et même à Halifax. La différence avec Toronto est encore plus marquée. En d'autres termes, plusieurs secteurs d'activité, tels le commerce, la construction et les services de santé, ont une importance qui croît proportionnellement avec la taille de la population, mais

ce n'est pas le cas de l'administration publique. Les économies d'échelle font que le nombre des emplois dans ce secteur augmente à un rythme moins rapide que celui de la population de la capitale.

Outre l'importance réduite qu'y prend l'administration publique, Toronto se distingue à plusieurs égards des autres capitales, soit par la part de sa main-d'œuvre active dans les secteurs de la fabrication (8,8 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (10,5 %), et de la finance et des assurances (7,7 %). Enfin, si seulement 0,3 % des emplois à Toronto sont dans le secteur de la gestion des sociétés et des entreprises, ce taux est quand même trois fois plus élevé ou davantage que dans les autres capitales.

Pour sa part, Québec ne tranche guère avec les autres capitales. Tout au plus, l'importance relative qu'a le secteur de la fabrication (7,3 % des emplois) fait qu'elle distance Ottawa-Gatineau (3,1 %) et la moyenne des autres capitales provinciales (4,3 %) exception faite de Toronto.

L'annexe 2 aux pages 16, 17 et 18 permet de repérer quelques autres singularités chez les capitales provinciales. Ainsi, Winnipeg devance Québec et arrive presque à égalité avec Toronto avec la part élevée (8,5 %) de sa population active dans le secteur de la fabrication. Sans surprise, Edmonton arrive en tête pour la part des emplois présents dans les secteurs de la construction (11,6 %) et de l'exploitation minière, pétrolière et gazière (3,1 %). On y voit le reflet de l'importance de cette industrie en Alberta.

En ce qui a trait aux occupations professionnelles, Edmonton ressort du lot dans la catégorie des métiers, du transport et de la machinerie. Cette catégorie représente 18,4 % de la population active dans la capitale albertaine, soit plus du double de ce rapport dans la capitale fédérale (8,9 %). Manifestement, le rôle de capitale provinciale n'empêche pas Edmonton de prendre une part très active dans les activités reliées au développement des ressources de son arrière-pays.

Par ailleurs, à Charlottetown, le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse est deux fois et davantage plus pourvoyeur d'emplois (3,5 % de la main-d'œuvre) que dans toutes les autres capitales. Enfin, tant à Charlottetown (13,1 %) qu'à Fredericton (14,7 %), les deux capitales les moins peuplées, la part des emplois qui sont dans l'administration publique est plus élevée que dans les autres capitales provinciales.

Les différences et les similarités entre les grands centres urbains

Étant donné leur nombre élevé, les grands centres urbains ont été regroupés en cinq divisions géographiques, soit les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces des Prairies et la Colombie-Britannique (tableaux 7 et 8 à la page 9).

TABLEAU 5
La structure industrielle dans les capitales canadiennes en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	TORONTO	OTTAWA-GATINEAU	QUÉBEC	AUTRES
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,3	0,6	0,8	1,4
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,1	0,1	0,2	1,2
Services publics	0,5	0,3	0,4	1,0
Construction	5,9	5,6	5,3	7,5
Fabrication	8,8	3,1	7,3	4,9
Commerce de gros	4,4	2,2	3,1	3,0
Commerce de détail	10,5	10,4	11,7	11,6
Transport et entreposage	5,2	2,9	3,4	4,1
Information et industrie culturelle	3,3	2,5	1,7	2,2
Finance et assurances	7,7	3,0	5,7	3,8
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,6	1,6	1,5	1,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,5	8,6	7,2	6,8
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,3	0,1	0,0	0,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5,0	4,4	4,0	4,0
Services d'enseignement	7,1	7,9	7,3	8,0
Soins de santé et assistance sociale	8,9	10,8	13,4	12,9
Arts, spectacles et loisirs	2,0	2,0	1,8	2,1
Services d'hébergement et de restauration	6,3	6,5	7,4	7,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	4,2	4,1	4,3	4,3
Administrations publiques	3,7	21,0	12,1	10,5
Sans objet*	2,8	2,4	1,4	1,7
Total	100,1	100,1	100,0	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 6
La nature des emplois dans les capitales en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	TORONTO	OTTAWA-GATINEAU	QUÉBEC	AUTRES
Gestion	11,7	11,3	9,1	10,5
Affaires, finance et administration	17,8	18,3	17,9	15,9
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	8,3	10,6	9,0	7,6
Secteur de la santé	5,4	6,2	8,1	7,7
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	11,1	15,6	13,2	13,1
Arts, culture, sports et loisirs	3,9	3,5	3,1	2,8
Vente et services	22,7	21,3	23,7	23,5
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	10,9	8,9	11,0	13,3
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	0,7	0,9	0,8	1,8
Fabrication et services d'utilité publique	4,6	1,1	2,7	2,3
Sans objet*	2,8	2,4	1,4	1,7
Total	99,9	100,1	100,0	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 7
La structure industrielle dans les grands centres urbains en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	ATLANTIQUE	QUÉBEC	ONTARIO	PRAIRIES	COLOMBIE-BRITANNIQUE
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1,0	1,4	1,8	1,9	3,4
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	1,3	0,4	0,8	2,7	1,3
Services publics	1,1	0,9	0,9	0,8	0,4
Construction	6,8	6,0	6,9	9,2	9,3
Fabrication	4,6	10,7	11,1	6,7	6,1
Commerce de gros	3,3	2,7	3,5	3,6	2,7
Commerce de détail	12,3	12,7	11,6	11,6	12,2
Transport et entreposage	4,4	3,3	4,3	4,2	5,1
Information et industrie culturelle	2,4	1,7	1,7	1,8	1,8
Finance et assurances	3,9	3,4	3,4	3,7	2,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1,4	1,2	1,5	1,7	1,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,7	5,8	5,2	5,6	5,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5,3	4,0	4,8	3,5	4,7
Services d'enseignement	7,8	8,4	8,3	7,7	6,7
Soins de santé et assistance sociale	13,2	14,6	12,5	12,9	12,6
Arts, spectacles et loisirs	1,9	1,7	2,0	1,9	2,1
Services d'hébergement et de restauration	7,0	7,0	7,3	7,4	8,4
Autres services (sauf les administrations publiques)	4,2	4,8	4,1	4,7	4,8
Administrations publiques	9,4	7,4	5,9	6,6	6,2
Sans objet*	1,8	2,1	2,1	1,6	1,7
Total	100,0	100,0	99,9	99,9	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 8
La nature des emplois dans les grands centres urbains en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	ATLANTIQUE	QUÉBEC	ONTARIO	PRAIRIES	COLOMBIE-BRITANNIQUE
Gestion	10,0	8,5	9,9	10,2	10,4
Affaires, finance et administration	15,7	15,0	13,6	15,1	13,8
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	7,7	6,9	5,7	6,2	5,3
Secteur de la santé	7,9	8,5	7,4	7,8	7,5
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	13,0	13,0	12,2	11,6	11,2
Arts, culture, sports et loisirs	2,6	2,5	2,4	2,3	2,7
Vente et services	24,9	24,0	23,9	22,9	24,3
Métiers, transport, machinerie et domaines	12,8	13,8	14,8	16,5	16,8
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	1,5	1,3	2,1	2,4	3,4
Fabrication et services d'utilité publique	2,1	4,6	6,1	3,5	3,1
Sans objet*	1,8	2,1	2,1	1,6	1,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'analyse de la répartition des emplois selon les secteurs économiques (tableau 7 à la page 9) révèle que la fabrication emploie 10,7 % de la population active dans les grands centres urbains québécois, soit une proportion sensiblement équivalente à celle observée chez leurs homologues ontariens (11,1 %) et près du double ou davantage de l'importance de ce secteur dans les grands centres de l'Atlantique, des Prairies et de la Colombie-Britannique.

Dans le secteur de la construction, ce sont plutôt les grands centres de la Colombie-Britannique (9,3 % de la population active) et des Prairies (9,2 %) qui embauchent davantage. La Colombie-Britannique se démarque par l'importance de la main-d'œuvre active dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (3,4 % de la population active), soit près du double ou davantage de l'importance de ce secteur dans les grands centres ailleurs au Canada. L'importance traditionnelle de l'industrie forestière laisse ses marques sur le marché du travail britannico-colombien. Les grands centres urbains des provinces de l'Atlantique se distinguent, quant à eux, par l'importance relative que prennent les emplois dans le secteur des administrations publiques (9,4 %).

La répartition des emplois selon leur nature est dans l'ensemble remarquablement semblable pour les grands centres urbains des cinq groupes provinciaux (tableau 8 à la page 9). Partout, par exemple, les emplois reliés à la vente et aux services accaparent près du quart de la population active, ceux reliés aux affaires, à la finance et à l'administration, près de 15 %, à la gestion, autour de 10 %, etc. Ce sont là des points de convergence.

Les principaux écarts surviennent dans les emplois touchant la fabrication et les services d'utilité publique. En Ontario, ces emplois représentent 6,1 % de la main-d'œuvre, soit une proportion nettement plus élevée qu'au Québec (4,6 %), et le double du taux de la Colombie-Britannique et le triple de celui des provinces de l'Atlantique. La seule autre différence notable a trait aux occupations liées aux ressources naturelles et à l'agriculture. Elles sont nettement plus présentes en Colombie-Britannique (3,4 % de la population active) que dans les quatre autres groupements provinciaux, où cette proportion varie de 1,6 % à 2,1 %.

Quelques particularités des grands centres urbains pris individuellement

Quelques particularités ressortent de l'analyse des grands centres urbains pris individuellement. Ainsi, Windsor (19,9 %), Guelph (18,1 %) et Kitchener (15,8 %) en Ontario se démarquent par l'importance de leur population active employée dans le secteur de la fabrication. Windsor est fréquemment surnommée la « capitale canadienne de l'automobile », Guelph et Kitchener comptent de grands manufacturiers automobiles et dans l'équipement industriel. Cette dernière a également un secteur de la finance et des assurances (6,1 % de la population active)

nettement plus important que dans les autres grands centres de l'Ontario et du reste du Canada.

De même, St. Catharines fait bande à part avec des secteurs de l'hébergement et de la restauration (11,6 % des emplois) et des arts, spectacles et loisirs (4,3 %) nettement au-dessus de la moyenne des systèmes urbains d'envergure comparable, ce qui reflète la vocation récréotouristique de la péninsule du Niagara. Pour leur part, Chatham-Kent en Ontario (7,6 %) de même qu'Abbotsford (6,6 %) et Chilliwack (6,1 %) en Colombie-Britannique affichent des taux très élevés d'emplois dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse.

Sans surprise, Saskatoon (3,2 %) et Edmonton (3,1 %) arrivent nettement aux premiers rangs pour la part de la main-d'œuvre employée dans l'extraction minière, pétrolière et gazière. La capitale albertaine est également en tête pour l'importance de sa population active travaillant dans la construction (11,6 %).

En Ontario, Kingston se distingue par la part élevée (11,7 %) de l'emploi accaparée par l'administration publique. Dans ce cas, c'est la présence d'institutions fédérales qui explique cette singularité, soit une base des forces armées, un collège militaire et un pénitencier. L'administration publique emploie également une part relativement élevée (11,1 %) de la population active de Belleville, la présence d'un centre fiscal fédéral n'y étant sans doute pas étrangère. Dans les Prairies, Regina doit à son rôle de capitale provinciale d'avoir une proportion plus élevée qu'ailleurs d'emplois dans le secteur de l'administration publique (9,2 %). Ce statut institutionnel est moins apparent dans les capitales provinciales beaucoup plus peuplées que sont Edmonton et Winnipeg. Ailleurs au Canada, le statut de capitale provinciale fait que le secteur de l'administration publique occupe beaucoup plus la population active à Victoria (12,4 %) et à Fredericton (14,7 %) que dans les autres grands centres urbains de leurs régions respectives.

Une brève revue des pôles régionaux

Comme pour les autres groupes de systèmes urbains, les pôles régionaux présentent de nombreuses similitudes d'un bloc provincial à l'autre dans la répartition de la population active entre les différents secteurs d'activité (tableau 9 à la page 12). Quelques particularités peuvent cependant être repérées, notamment en ce qui a trait à l'importance du secteur de la fabrication pour les pôles régionaux québécois. Avec 15,6 % de la population active, ce secteur y est beaucoup plus important que dans les pôles régionaux des autres provinces, y compris l'Ontario (11,7 %), qui compte pourtant une activité manufacturière importante.

Dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière, les écarts sont encore plus importants, alors que la part de la population active qui y oeuvre varie de 12,1% dans les pôles

régionaux des Prairies à seulement 0,2 % au Québec². Une autre particularité qui se dégage du tableau 9 à la page 12 est l'importance du secteur de l'administration publique (10,5 %) dans les pôles régionaux de l'Atlantique. Cette situation s'explique par le statut de capitale provinciale de Charlottetown (13,1 %), qui est avec Cap-Breton l'un des deux seuls pôles régionaux de ce bloc provincial.

En ce qui a trait à la nature des emplois (tableau 10 à la page 12), les principales différences apparaissent dans les occupations professionnelles liées à la production primaire et à la fabrication. Ainsi, les plus grandes variations d'un bloc provincial à l'autre apparaissent dans les emplois de la fabrication et des services d'utilité publique. La part de la population active pratiquant ces métiers et professions varie de 8,0 % au Québec à 2,5 % seulement dans les provinces de l'Atlantique.

Les disparités sont également accentuées dans les occupations reliées aux ressources naturelles et à l'agriculture. Dans ce cas, ce sont les pôles régionaux des provinces des Prairies qui arrivent en tête avec 4,4 % de leur main-d'œuvre présente dans ces métiers et professions, loin devant leurs homologues québécois, qui sont au dernier rang avec seulement 1,8 % de leurs effectifs dans cette catégorie d'emplois.

Les écarts sont également notables dans les métiers et les occupations liés au transport et à la machinerie. Ils accaparent plus de 20 % de la main-d'œuvre dans les Prairies et en Ontario, mais ne représentent que 13,9 % des emplois dans les pôles régionaux des provinces de l'Atlantique.

À l'intérieur de chacun de ces regroupements provinciaux, quelques agglomérations urbaines attirent l'attention par la sous-représentation ou la surreprésentation de certains secteurs d'activité. C'est le cas notamment de l'agglomération ontarienne de Sarnia, qui affiche une forte proportion d'emplois dans la construction (14,8 %) et la fabrication (16,7 %) et qui, en contrepartie, fournit moins d'emplois que les autres systèmes urbains comparables dans les secteurs du commerce de détail (9,6 %) et des soins de santé et d'assistance sociale (3,4 %). La forte présence du secteur pétrochimique explique ce profil particulier de Sarnia. Leamington, un autre pôle du sud de l'Ontario, se distingue en ayant une concentration élevée de main-d'œuvre à la fois dans le secteur et de la foresterie (13,4 %) et dans celui de la fabrication (17,4 %).

La communauté de Wood Buffalo en Alberta présente elle aussi un profil exceptionnel avec 29,4 % d'emplois dans le secteur de l'exploitation minière, pétrolière et gazière. En outre, 30,0 % des occupations professionnelles y sont dans les métiers, les

transports et la machinerie. Ces taux très élevés reflètent la présence sur son territoire du complexe d'exploitation des sables bitumineux de Fort McMurray. En contrepartie, Wood Buffalo est parmi les systèmes urbains canadiens où la part des emplois liés au commerce de détail (8,1 %) et aux soins de santé et à l'assistance sociale (5,3 %) est le plus faible au Canada. Par ailleurs, Brandon au Manitoba arrive nettement en tête avec 10,3 % de sa population active travaillant dans le secteur de la fabrication.

En Colombie-Britannique, la proximité de la base des forces armées canadiennes de Comox pourrait expliquer la part importante (9,1 %) des emplois de Courtenay dans le secteur de l'administration publique.

Le potentiel économique des grands systèmes urbains

Comme mentionné plus haut, les grands systèmes urbains sont répartis de façon plutôt homogène dans l'ensemble du Canada. Les données colligées montrent en outre qu'il y a peu de différences dans la répartition sectorielle et professionnelle des emplois, peu importe la taille des systèmes urbains. En fait, seuls les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques et de la gestion des sociétés et des entreprises semblent croître en importance avec la taille des systèmes urbains. Cependant, ce constat ne doit pas faire oublier que des gains synergiques peuvent résulter d'une taille accrue des systèmes urbains. Ainsi, il est possible qu'un secteur donné soit plus productif dans un grand centre que dans un pôle régional parce qu'il pourra profiter d'économies d'échelle, d'un plus grand réseau de fournisseurs locaux et d'infrastructures matérielles et institutionnelles plus développées.

Une bonne partie de l'activité économique des grands systèmes urbains sert à répondre à la demande locale et régionale en biens et en services courants de la part des citoyens, des entreprises et des institutions. Bien qu'essentielles au bien-être de la population et au bon fonctionnement des entreprises, ces activités se prêtent moins à l'innovation, aux gains de productivité et aux ventes ailleurs au pays ou à l'étranger. À eux seuls, ces secteurs emploient près de la moitié de la main-d'œuvre des grands systèmes urbains au Québec et ailleurs au Canada, ce qui fait présager un important enjeu d'adaptation au cours des prochaines années. En effet, des secteurs comme le commerce de détail, le transport, l'information, l'immobilier, les soins de santé et l'assistance sociale, l'enseignement, l'hébergement et la restauration seront affectés par des facteurs tels la révolution numérique, le vieillissement de la population et les changements multiples amenés par la pandémie de COVID-19.

Parallèlement à ces activités à caractère local, les données du Recensement de 2016 révèlent aussi des différences non négligeables entre les grands systèmes urbains. C'est le cas de l'importance qu'y prennent des secteurs d'activité ou des catégories professionnelles qui peuvent constituer des avantages comparatifs et qui permettent de se positionner comme pôle

² Le tableau aurait été différent pour le Québec si le seuil de 50 000 habitants n'avait pas exclu les agglomérations urbaines où l'industrie minière est très présente, soit Rouyn-Noranda (42 334 hab.), Val-d'Or (33 871 hab.), Sept-Îles (28 534 hab.) et Baie-Comeau (27 692 hab.).

TABLEAU 9
La structure industrielle dans les pôles régionaux en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	ATLANTIQUE	QUÉBEC	ONTARIO	PRAIRIES	COLOMBIE-BRITANNIQUE
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3,2	2,4	4,5	2,1	4,2
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	1,3	0,2	0,9	12,1	1,3
Services publics	0,7	0,6	1,0	0,7	0,6
Construction	7,2	6,2	9,1	9,3	8,9
Fabrication	4,3	15,6	11,7	5,7	6,4
Commerce de gros	1,8	3,8	3,4	3,1	2,5
Commerce de détail	12,9	13,1	12,2	11,5	13,5
Transport et entreposage	3,5	3,3	5,1	4,5	4,7
Information et industrie culturelle	1,5	1,6	1,0	1,1	1,3
Finance et assurances	2,5	2,7	2,2	2,2	2,6
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1,2	1,0	1,4	1,7	1,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,7	4,3	4,1	4,2	5,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5,1	3,2	4,8	3,7	4,0
Services d'enseignement	8,2	7,2	6,1	6,0	6,7
Soins de santé et assistance sociale	15,1	14,3	11,5	11,0	13,6
Arts, spectacles et loisirs	2,3	1,6	2,1	1,6	2,4
Services d'hébergement et de restauration	8,2	6,9	6,8	7,1	8,2
Autres services (sauf les administrations publiques)	4,0	5,2	4,4	4,8	4,6
Administrations publiques	10,5	4,4	5,5	6,2	6,1
Sans objet*	2,3	2,4	2,2	1,4	1,7
Total	99,9	100,0	100,1	99,9	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 10
La nature des emplois dans les pôles régionaux en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE	ATLANTIQUE	QUÉBEC	ONTARIO	PRAIRIES	COLOMBIE-BRITANNIQUE
Gestion	8,7	8,4	9,6	9,3	9,7
Affaires, finance et administration	13,8	13,6	11,7	12,9	12,9
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	5,0	4,9	5,0	5,4	5,3
Secteur de la santé	9,2	8,1	6,7	6,6	8,0
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	12,9	11,4	9,8	9,8	11,4
Arts, culture, sports et loisirs	2,1	2,0	1,5	1,4	2,2
Vente et services	26,2	24,0	22,9	22,3	24,7
Métiers, transport, machinerie et domaines	13,9	15,4	20,5	21,3	17,1
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	3,7	1,8	3,2	4,4	3,8
Fabrication et services d'utilité publique	2,5	8,0	6,6	5,3	3,2
Sans objet*	2,3	2,4	2,2	1,4	1,7
Total	100,0	100,0	99,8	100,0	100,1

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

d'excellence sectorielle. Dans le cas du Québec, la fabrication ressort comme un secteur pouvant avoir un tel rôle moteur dans l'économie. Sauf quelques exceptions, la fabrication y est en effet un employeur plus important que dans les systèmes urbains comparables ailleurs au Canada.

En fait, à l'échelle canadienne, deux pôles de spécialisation se dégagent nettement. Ainsi, le secteur de la fabrication est nettement plus important dans les systèmes urbains du Québec et de l'Ontario, alors que dans les provinces des Prairies et en Colombie-Britannique, c'est la spécialisation sectorielle et professionnelle dans les domaines de l'agriculture et des ressources qui ressort. Aucun trait distinctif n'apparaît clairement dans les provinces de l'Atlantique.

Cette spécialisation relative des grands systèmes urbains québécois et ontariens dans la fabrication représente à la fois un avantage et un défi. La fabrication rend possible la diversification des activités et, par là même, rend les systèmes urbains moins vulnérables aux aléas de la conjoncture. En contrepartie, elle les expose davantage à la concurrence internationale.

Dans les grands systèmes urbains des Prairies et de la Colombie-Britannique, la spécialisation dans le domaine des ressources naturelles représente aussi des potentialités et des menaces étant donné la volatilité inhérente à ces secteurs d'activité et les contraintes découlant des réglementations environnementales.

La répartition des emplois par nature corrobore en gros la spécialisation sectorielle des différents systèmes urbains, mais elle ne permet pas d'établir de différences notables entre eux.

En terminant

Partout au Canada, la majeure partie de la population vit dans des ensembles urbains intégrant des municipalités contiguës dans un système intégré d'échanges économiques.

Selon les données issues du Recensement de 2016, les systèmes urbains de l'ordre de 50 000 habitants et plus sont bien répartis dans l'ensemble du Canada, mais au Québec, l'importance relative de ceux de plus de 100 000 habitants y est moins grande qu'ailleurs, ce qui confère à Montréal une prépondérance au Québec qui n'a d'égale que pour Vancouver en Colombie-Britannique.

Le Recensement de 2016 a aussi révélé que les grands systèmes urbains présentent à la fois plusieurs similarités et des différences notables en ce qui a trait à la répartition de la population active entre les différents secteurs d'activité économique et entre les différents types d'emplois.

Quelles que soient la taille et la localisation des systèmes urbains et peu importe que ceux-ci aient ou non le caractère de métropole ou le statut de capitale, on y retrouve une importance relative sensiblement équivalente pour les emplois dans les secteurs d'activité et les occupations professionnelles liés au commerce, à la santé, à l'enseignement, aux loisirs, à l'hébergement et à la restauration.

À l'exception de Toronto, les capitales fédérale et provinciales se distinguent des autres grands systèmes urbains par la proportion élevée de leur main-d'œuvre travaillant dans l'administration publique. Cette proportion est généralement de l'ordre de 10 %, mais elle est plus élevée dans les plus petites capitales provinciales, et elle atteint un sommet de 21 % dans le système urbain de la capitale fédérale.

Peu importe leur taille ou leur statut, les grands systèmes urbains des Prairies sont dans l'ensemble plus orientés vers les secteurs reliés directement ou indirectement aux ressources naturelles. Par ailleurs, l'importance qu'y prennent le secteur de la construction et les occupations techniques (métiers, transport, machinerie) pourrait refléter le fait que, dans les années précédant le Recensement de 2016, les taux de croissance de la population des Prairies et de la Colombie-Britannique avaient été plus élevés que ceux des autres provinces (tableau 1 à la page 3). Il faut dire que les niveaux de prix du pétrole et du gaz naturel ont été élevés, et de façon continue, entre le début de 2011 et juin 2014. L'exploration et l'extraction ont battu leur plein durant cette période, embauchant ainsi de nombreux travailleurs qui sont venus s'établir dans les provinces productrices des Prairies.

Dans le cas du Québec et de l'Ontario, c'est la fabrication qui apparaît comme un secteur de spécialisation relative. Ces différences témoignent de la persistance du Canada central d'une vocation manufacturière dont l'origine remonte à la Politique nationale mise en œuvre en 1879³, mais d'autres facteurs sont également à l'œuvre.

L'analyse des données du Recensement de 2016 montre également que la taille de la population influence le profil économique des systèmes urbains, notamment dans les métropoles et dans les capitales. Ainsi, à Toronto, le secteur de la finance et des assurances et celui de la gestion des entreprises et des sociétés emploient une part beaucoup plus importante de la population active que ce n'est le cas ailleurs au Canada. De même, l'importance relative du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques croît en fonction de la taille du système urbain : ce secteur représente environ 4 % de la population active dans les pôles régionaux, 6 % dans les grands centres urbains et 10 % dans les métropoles.

³ De façon très résumée, la politique nationale (Canada) de 1879 visait à favoriser les fabricants canadiens (très majoritairement basés au Québec et en Ontario) par l'imposition de tarifs douaniers élevés sur les biens importés. Pour plus d'information, consulter : [Politique nationale](#).

Au-delà des profils moyens pouvant être dégagés selon la taille ou selon la région du Canada, des systèmes urbains particuliers se distinguent à certains égards pour des raisons telles qu'un arrière-pays riche en ressources naturelles (ex. : Edmonton), une concentration d'institutions publiques (ex. : Kingston, Shawinigan), une forte spécialisation sectorielle (ex. : Sarnia) ou la présence de grands employeurs (ex. : Windsor, Comox). Par ailleurs, l'importance relative du secteur de la fabrication au Québec et, dans une mesure un peu moindre en Ontario, témoigne vraisemblablement de la persistance d'une expertise et de capacités acquises de longue date dans l'industrie manufacturière.

Les différences observées représentent à la fois des atouts à exploiter et des défis à relever pour les grands systèmes urbains en cause. Pour ceux du Québec et de l'Ontario, il s'agit de tirer parti d'une base manufacturière qui offre des possibilités de croissance et de développement liées à l'innovation, à l'exportation et aux gains de productivité en même temps qu'elle oblige à résister aux assauts d'une concurrence mondiale implacable. Pour ceux des Prairies et de la Colombie-Britannique, le principal défi consiste à diversifier la structure de leur économie pour se libérer de l'incertitude propre au marché des ressources et s'adapter aux transformations nécessitées par la lutte contre les changements climatiques.

Par ailleurs, tous les grands systèmes urbains sont confrontés aux perturbations qui ont commencé à affecter les secteurs offrant des services de base à la consommation. La pandémie de la COVID-19 ne fera qu'ajouter aux bouleversements créés par les technologies numériques et l'évolution démographique.

Cette première partie a jeté un regard sur l'ensemble du Canada. Le deuxième volet s'attardera aux 12 systèmes urbains de plus de 50 000 habitants du Québec.

Annexe I

Les grands systèmes urbains au Canada

TABLEAU 11
Les grands systèmes urbains au Canada en 2016

	POPULATION TOTALE 2016		CROISSANCE 2016/2011
	Nombre	%	%
Le Québec	8 164 361	100,0	3,3
RMR et AR (sauf Gatineau)	5 877 258	72,0	4,1
Montréal	4 098 927	50,2	4,2
Québec	800 296	9,8	4,3
Sherbrooke	212 105	2,6	4,9
Saguenay	160 980	2,0	1,5
Trois-Rivières	156 042	1,9	2,8
Drummondville	96 118	1,2	5,4
Granby	85 056	1,0	5,2
Saint-Hyacinthe	59 614	0,7	5,0
Rimouski	55 349	0,7	3,0
Shawinigan	54 181	0,7	-0,6
Joliette	49 439	0,6	5,3
Victoriaville	49 151	0,6	6,0
Ottawa-Gatineau	1 323 783	na	5,5
Gatineau	332 057	4,1	4,4
Ottawa	991 726	7,4	5,9
L'Ontario	13 448 494	100,0	4,6
RMR et AR (sauf Ottawa)	10 559 581	78,5	4,9
Toronto	5 928 040	44,1	6,2
Hamilton	747 545	5,6	3,7
Kitchener	523 894	3,9	5,5
London	494 069	3,7	4,1
St. Catharines	406 074	3,0	3,5
Oshawa	379 848	2,8	6,6
Windsor	329 144	2,4	3,1
Barrie	197 059	1,5	0,4
Sudbury	164 689	1,2	1,0
Kingston	161 175	1,2	1,0
Guelph	151 984	1,1	7,7
Brantford	134 203	1,0	-1,0
Peterborough	121 721	0,9	2,3
Thunder Bay	121 621	0,9	0,0
Belleville	103 472	0,8	1,8
Chatham-Kent	102 042	0,8	-2,0
Sarnia	96 151	0,7	-1,0
Sault-Ste-Marie	78 159	0,6	-2,1
Kawartha Lakes	75 423	0,6	3,0
North Bay	70 378	0,5	-2,6
Norfolk	64 044	0,5	1,4
Cornwall	59 699	0,4	1,3
Leamington	49 147	0,4	-1,2

RMR : région métropolitaine de recensement; AR : agglomération de recensement
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 11 (SUITE)
Les grands systèmes urbains au Canada en 2016

	POPULATION TOTALE 2016		CROISSANCE 2016/2011
	Nombre	%	%
Les Prairies	6 443 892	100,0	9,5
RMR et AR	4 512 923	70,0	12,1
Calgary	1 392 609	21,6	14,6
Edmonton	1 321 426	20,5	13,9
Winnipeg	778 489	12,1	6,6
Saskatoon	295 095	4,6	12,5
Regina	236 481	3,7	11,8
Lethbridge	117 394	1,8	10,8
Red Deer	100 418	1,6	10,9
Medecine Hat	76 522	1,2	5,1
Wood Buffalo	73 320	1,1	9,6
Grande Prairie	63 166	1,0	13,5
Brandon	58 003	0,9	6,0
La Colombie-Britannique	4 648 055	100,0	5,6
RMR et AR	3 718 973	80,0	6,4
Vancouver	2 463 431	53,0	6,5
Victoria	367 770	7,9	6,7
Kelowna	194 882	4,2	6,4
Abbotsford	180 518	3,9	6,1
Nanaimo	104 936	2,3	7,1
Kamloops	103 811	2,2	5,1
Chilliwack	101 512	2,2	8,1
Prince George	86 622	1,9	2,8
Vernon	61 334	1,3	4,7
Courtenay	54 157	1,2	4,6
L'Atlantique	2 333 122	100,0	0,2
RMR et AR	1 150 164	49,3	2,6
Halifax	403 390	17,3	3,3
St. John's (TNL)	205 955	8,8	4,6
Moncton	144 810	6,2	4,0
Saint John (NB)	126 202	5,4	-2,2
Fredericton	101 760	4,4	3,5
Cap-Breton	98 722	4,2	-2,9
Charlottetown	69 325	3,0	6,0

RMR : région métropolitaine de recensement; AR : agglomération de recensement
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Annexe 2

Répartition de la population active dans les capitales fédérale et provinciales

TABLEAU 12
Répartition de la population active de 15 ans et plus selon la classification des secteurs économiques en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE (SAUF SI INDIQUÉ)	TORONTO	OTTAWA-GATINEAU	EDMONTON	QUÉBEC	WINNIPEG
Population (nombre)	5 928 040	1 323 783	1 321 426	800 296	778 489
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,3	0,6	0,8	0,8	1,0
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,1	0,1	3,1	0,2	0,2
Services publics	0,5	0,3	1,0	0,4	1,0
Construction	5,9	5,6	11,6	5,3	6,7
Fabrication	8,8	3,1	6,1	7,3	8,5
Commerce de gros	4,4	2,2	4,0	3,1	3,6
Commerce de détail	10,5	10,4	11,0	11,7	10,7
Transport et entreposage	5,2	2,9	4,7	3,4	5,6
Information et industrie culturelle	3,3	2,5	1,4	1,7	2,0
Finance et assurances	7,7	3,0	3,2	5,7	4,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,6	1,6	1,9	1,5	1,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,5	8,6	6,8	7,2	5,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5,0	4,4	3,8	4,0	3,9
Services d'enseignement	7,1	7,9	6,8	7,3	8,3
Soins de santé et assistance sociale	8,9	10,8	11,4	13,4	14,3
Arts, spectacles et loisirs	2,0	2,0	1,8	1,8	2,1
Services d'hébergement et de restauration	6,3	6,5	6,8	7,4	7,1
Autres services (sauf les administrations publiques)	4,2	4,1	4,7	4,3	4,3
Administrations publiques	3,7	21,0	7,1	12,1	7,2
Sans objet*	2,8	2,4	1,7	1,4	1,9
Total	100,1	100,1	99,8	100,0	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Annexe 2 (suite)

Répartition de la population active dans les capitales fédérale et provinciales

TABLEAU 12 (SUITE)
Répartition de la population active de 15 ans et plus selon la classification des secteurs économiques en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE (SAUF SI INDIQUÉ)	HALIFAX	VICTORIA	REGINA	ST. JOHN'S	FREDERICTON	CHARLOTTETOWN
Population (nombre)	403 390	367 770	236 481	205 955	101 760	69 325
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,6	1,0	1,7	0,9	1,5	3,5
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,5	0,3	1,1	3,3	0,4	0,4
Services publics	0,7	0,2	1,5	1,1	1,7	0,5
Construction	6,1	6,7	8,4	8,2	6,0	6,3
Fabrication	4,4	3,4	4,9	4,0	3,3	4,7
Commerce de gros	3,1	1,9	4,0	2,8	2,3	2,0
Commerce de détail	11,8	11,4	11,1	12,2	12,1	12,3
Transport et entreposage	4,4	3,7	3,9	4,2	3,3	2,9
Information et industrie culturelle	2,8	2,1	3,2	2,3	2,4	1,6
Finance et assurances	4,6	3,1	5,8	2,9	2,7	3,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1,9	2,1	1,7	1,3	1,5	1,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	7,8	8,2	5,6	6,7	7,4	6,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5,2	4,4	3,3	3,3	4,4	3,9
Services d'enseignement	7,8	8,1	6,6	8,3	9,8	8,3
Soins de santé et assistance sociale	12,8	13,5	12,5	14,0	11,8	13,0
Arts, spectacles et loisirs	2,1	2,7	2,2	1,7	1,6	2,4
Services d'hébergement et de restauration	7,1	9,1	7,1	7,2	6,9	8,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	3,9	4,2	4,5	4,1	4,4	4,0
Administrations publiques	10,3	12,4	9,2	9,7	14,7	13,1
Sans objet*	1,8	1,5	1,5	1,6	1,8	1,4
Total	99,8	100,1	100,0	99,9	100,1	99,9

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Annexe 2 (suite)

Répartition de la population active dans les capitales fédérale et provinciales

TABLEAU 13
Répartition de la population active de 15 ans et plus selon le Code national des professions en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE (SAUF SI INDIQUÉ)	TORONTO	OTTAWA-GATINEAU	EDMONTON	QUÉBEC	WINNIPEG
Population (nombre)	5 928 040	1 323 783	1 321 426	800 296	778 489
Gestion	11,7	11,3	10,4	9,1	9,7
Affaires, finance et administration	17,8	18,3	15,7	17,9	16,0
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	8,3	10,6	7,2	9,0	6,2
Secteur de la santé	5,4	6,2	7,2	8,1	8,2
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	11,1	15,6	10,7	13,2	13,2
Arts, culture, sports et loisirs	3,9	3,5	2,3	3,1	2,7
Vente et services	22,7	21,3	21,7	23,7	23,0
Métiers, transport, machinerie et domaines	10,9	8,9	18,4	11,0	13,6
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	0,7	0,9	1,8	0,8	1,1
Fabrication et services d'utilité publique	4,6	1,1	2,9	2,7	4,3
Sans objet*	2,8	2,4	1,7	1,4	1,9
Total	99,9	100,1	100,0	100,0	99,9

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 13 (SUITE)
Répartition de la population active de 15 ans et plus selon le Code national des professions en 2016

EN % DE LA POPULATION ACTIVE (SAUF SI INDIQUÉ)	HALIFAX	VICTORIA	REGINA	ST. JOHN'S	FREDERICTON	CHARLOTTETOWN
Population (nombre)	403 390	367 770	236 481	205 955	101 760	69 325
Gestion	10,8	10,9	10,9	9,8	10,5	10,8
Affaires, finance et administration	16,3	15,7	17,6	15,9	15,2	14,7
Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	7,8	7,7	7,2	9,1	9,1	6,5
Secteur de la santé	7,7	7,8	7,1	8,0	7,1	8,3
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	13,5	14,1	11,4	12,8	15,6	13,4
Arts, culture, sports et loisirs	3,3	3,7	2,4	2,8	2,6	2,5
Vente et services	24,4	24,3	22,8	23,1	23,3	25,0
Métiers, transport, machinerie et domaines	11,6	11,1	15,2	13,3	11,3	12,1
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	1,2	1,8	1,4	1,7	1,9	3,2
Fabrication et services d'utilité publique	1,7	1,3	2,4	1,9	1,5	2,1
Sans objet*	1,8	1,5	1,5	1,6	1,8	1,4
Total	100,1	99,9	99,9	100,0	99,9	100,0

NOTE : Le total peut ne pas évaluer 100 en raison des arrondis; * Dans tous les tableaux où elle est présente, la mention « sans objet » désigne les cas où la personne recensée n'avait pas encore intégré le marché du travail.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques